



Campagne IR

RÉDUCTION DE LA PLAGE D'OUVERTURE DANS UN SIP URBAIN

Après le lancement de la campagne IR, quelque part en France, une expérimentation a été mise en place dans un SIP. La volumétrie de l'accueil n'était plus absorbable dès le 1^{er} jour ce qui a mis les agents dans une situation critique. La direction concernée a accepté de diminuer chaque jour d'une 1/2H, l'ouverture au public pendant 3 semaines, mesure qui sera compensée par une extension des horaires d'ouverture durant la pause méridienne, à l'issue de cette période et jusqu'à la date de fin de campagne.

Si une telle expérimentation était lancée dans le 44, merci de nous le faire savoir (*en précisant s'il existe ou non des contreparties à la diminution des horaires d'ouverture*).

Déclaration du 1er ministre

CASSE DE PILIERS DE LA RÉPUBLIQUE : LE GOUVERNEMENT VALLS OSE TOUT !

Après l'allocation du 1^{er} ministre du 16 avril, il n'y a plus l'ombre d'un doute. Ce gouvernement remanié va répondre avec célérité et sans états d'âme aux injonctions du Pacte budgétaire européen signé par François Hollande.



La conséquence en est l'austérité à tous les étages, avec la remise en cause des principes fondateurs de la république, issus pour partie des propositions du Conseil national de la Résistance en 1945. Après les cadeaux offerts aux entreprises sans aucune contrepartie à travers le pacte de responsabilité, le gouvernement s'attaque maintenant au salaire différé. Baisse des prestations sociales, mise en danger de la protection sociale avec la réduction des cotisations salariales après les cotisations patronales, casse du service public avec 18 milliards de réductions des dépenses pour l'Etat et 11 milliards pour les collectivités territoriales...c'est inacceptable !

Et pour les fonctionnaires, le gel du point d'indice, déjà effectif depuis juillet 2010 est maintenu jusqu'en 2017 ! La conséquence est donc la baisse des salaires, aggravée par l'augmentation des retenues pour pension, et la destruction continue de milliers d'emplois au prétexte de redéploiement.

L'INSEE affirme que les fonctionnaires ont vu leur pouvoir d'achat baisser de 0,34% en 2013 ! Alors même que ce calcul tient compte de l'ensemble des éléments de la rémunération mais aussi des carrières (avancement d'échelon, promotions, etc.).

Pour FO, le gel de la valeur du point d'indice, qui représente 8% de perte de pouvoir d'achat depuis 2010, est inacceptable. FO exige sa revalorisation immédiate.

Certains affirmaient que les contraintes drastiques subies par les fonctionnaires grecs ne pourraient pas arriver en

France...malheureusement nous en prenons le chemin.

Face à ce gouvernement antisocial, la FGF-FO affirme que seuls le rapport de force et la grève permettront de mettre à mal cette politique d'austérité d'une brutalité sans nom !

POURQUOI FO APPELLE À LA GRÈVE DANS LA FONCTION PUBLIQUE LE 15 MAI

Alors que la Modernisation de l'Action Publique (MAP), déclinée dans la Démarche Stratégique à la DGFIP, commence à produire tous ses effets négatifs sur les personnels et sur les missions, le gouvernement accentue encore sa politique régressive dans le cadre d'un pacte de responsabilité qui va transférer 40 milliards d'euros aux entreprises. Pour y parvenir, les moyens de l'État seront mis à contribution pour 19 milliards d'euros.

Cette politique d'austérité aura pour résultat de réduire le service public républicain et de remettre en cause l'égalité républicaine par la suppression massive d'emplois publics. Elle aura aussi comme conséquence d'amplifier le recul du droit des agents que ce soit en matière de rémunération ou de promotions.

Pour FO, ces orientations sont inacceptables.

Pour FO, une autre politique par la relance de la consommation est possible. Pour cela, il faut augmenter les salaires et améliorer les carrières des agents de l'État en mettant fin au gel des rémunérations et à la réduction drastique des plans de qualification aux Finances.

FO DGFIP revendique :

- l'abandon de la démarche stratégique, vecteur de la MAP et du Pacte de Responsabilité ;
- l'augmentation immédiate de la valeur du point d'indice d'au moins 8 % et une revalorisation uniforme de 50 points d'indice ;
- l'amélioration des carrières par des plans de promotions ministériels ;
- une véritable politique de recrutement sur des emplois publics de titulaires.

Par ailleurs, FO DGFIP rejette la disparition annoncée des départements dont les effets seront destructeurs pour le réseau des postes et services de la DGFIP.

Dans la logique des actions organisées depuis plusieurs mois, FO met tout en œuvre pour organiser le rapport de force dans l'unité la plus large aux Finances Publiques.

Face à une politique qui va éradiquer notre administration, il faut une réaction forte et unitaire de tous les agents des Finances Publiques.



Tous en grève le jeudi 15 mai 2014

FO Hebdo, l'hebdo qu'il FO lire!

Abonnez-vous par courriel

fo.drifip44@dgifip.finances.gouv.fr